
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 16/3 (1989)

DOI: 10.11588/fr.1989.3.53790

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

la politique du général de Gaulle et c'est en ce sens qu'il préconise en juillet 1947, pour l'Allemagne de l'Ouest, un système confédéral très lâche.

Sur les aspects culturels, M. Jérôme VAILLANT, d'accord avec le professeur HUDEMANN, a montré que la politique suivie par le régime d'occupation n'avait pas pour but principal de faire passer l'amère pilule de l'exploitation économique de la zone; elle visait des objectifs plus élevés, limités par l'insuffisance des moyens. Madame MORITA-CLÉMENT a passé en revue les œuvres littéraires françaises inspirées par l'Allemagne de 1945 à 1949. Aucune n'égale »Siegfried et le Limousin« ou »Le silence de la mer«. On peut se demander parfois si les littérateurs des deux pays connaissent, en ce temps d'amitié, la même intensité d'échanges que dans la période de »l'ennemi héréditaire« d'avant 1914. Les débats ont évoqué l'inévitable personnalité de Raymond Schmittlein, sans beaucoup ajouter, toutefois, aux conclusions du colloque de Tübingen (19–20 septembre 1985) exposées par Franz Knipping et Jacques Le Rider (*Frankreichs Kulturpolitik in Deutschland [1945–1950]* Attempto Verlag, Tübingen, 1987⁴) et par un excellent article de Georges Cueur dans la »Revue d'histoire diplomatique« (*L'action culturelle de la France en Allemagne occupée 1945–1949*; R.H.D. N° I-2, 1987, pp. 7–60).

Henry ROLLET, La Celle Saint-Cloud

Stephan SCHÖLZEL, *Die Pressepolitik in der französischen Besatzungszone 1945–1949*, Mainz (v. Hase & Koehler) 1986, 321 p. (Veröffentlichungen der Kommission des Landtages für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, 8).

Dans la solide collection des »Veröffentlichungen der Kommission des Landtages für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz«, est paru en 1986 un ouvrage de M. Stephan Schölzel sur la politique de la presse dans la zone d'occupation française entre 1945 et 1949. Rédigé dans un style clair et agréable, l'ouvrage vient combler une lacune souvent constatée dans la connaissance d'une question de première importance, et apporter une touche supplémentaire à un portrait de l'occupation française en Allemagne qui se dessine d'année en année grâce aux historiens. Mieux étudiée pour les autres zones d'occupation, la presse n'avait fait pour la zone française l'objet que de travaux limités à certains journaux ou à certaines régions (la Sarre). C'est le mérite de M. Schölzel que de reprendre la question d'ensemble, sans oublier les comparaisons avec les autres zones.

L'élément décisif de l'information de l'auteur – outre les journaux eux-mêmes et les archives allemandes, dont il souligne d'ailleurs la relative pauvreté sur le sujet – c'est la connaissance des archives de l'occupation française en Allemagne. M. Schölzel a utilisé en effet nombre de documents communiqués par les Archives diplomatiques françaises, contribuant ainsi au renouvellement des travaux anciens que permet aujourd'hui l'accès à ces sources. Ainsi est possible une intéressante mise en perspective du contrôle de la presse dans le cadre, plus large, des organes administratifs de l'occupation française en Allemagne. Un index des lieux, des personnes et des journaux vient compléter cet ouvrage bien structuré et le rendre plus maniable.

L'auteur retrace tout d'abord, dans une première grande partie, les étapes de la renaissance d'une presse allemande sous la tutelle française. La population occupée attendait assez impatiemment ses journaux, après l'effondrement de l'Allemagne et au milieu du désarroi qui l'avait accompagné. Les problèmes matériels furent, pour une fois, limités; c'est que les Français, qui jugeaient la matière stratégique, y restèrent toujours très attentifs, en particulier à l'approvisionnement en papier. Les agences allemandes du temps de guerre avaient naturelle-

4 Pour un compte rendu de ce ouvrage voir p. 289–292.

ment été supprimées. On recourut d'abord à l'Agence France-Presse (AFP), mais le procédé comportait lourdeurs et retards. Au début de 1946, fut créée sous l'égide des Français l'agence Rheina, qui devait plus tard être rattachée à d'autres agences. Des commissaires-censeurs nommés par le Gouvernement militaire contrôlaient l'information à la source. Mais leur action sut se faire relativement discrète: on cherchait à éviter de choquer par trop l'opinion allemande. Cette censure revêtit d'ailleurs des formes variées, selon les lieux et la personnalité des censeurs. L'un des objectifs majeurs fut – avec bien sûr la lutte contre les séquelles de l'idéologie nazie, la fameuse «rééducation» – de parvenir à établir ou à réveiller un état d'esprit fédéraliste. La politique de la presse permet de vérifier l'importance de cette idée-force, prônée de façon constante par l'occupant français qui redoutait plus que tout la renaissance d'un état d'esprit nationaliste et agressif en Allemagne.

Le cœur de la première partie du livre est constitué par l'analyse de la réforme du régime de la presse au printemps 1947, de ses préparatifs dans le cadre de l'évolution de la politique générale des Français et de leurs relations avec les Alliés présents dans les autres zones d'occupation.

Dans la deuxième grande partie, M. Schölzel se penche sur le contenu des journaux parus en zone française sous l'occupation. Il passe pour cela en revue quelques grands thèmes et leur traitement, ainsi la politique allemande de la France, qui font apparaître la diversité des positions. L'auteur montre que le contenu de chaque journal, son degré de liberté, ont dépendu largement d'autorités françaises locales elles-mêmes assez divergentes dans leurs sensibilités. Les sondages d'opinion de l'époque utilisés, font apparaître les réactions du public des lecteurs: assez positives dans l'ensemble quand il s'agissait d'information pure, plus réticentes lorsque la propagande française se faisait trop visible ou insistante.

Que ressort-il des travaux de M. Schölzel? La France, associée tardivement à l'occupation de l'Allemagne, a conservé aussi longtemps qu'elle l'a pu une politique originale, qu'explique aussi sa position de voisine. Les Français disposèrent des compétences souvent remarquables des officiers de presse du gouvernement militaire. Ces derniers, souvent alsaciens ou germanistes de formation, surent conserver une marge de manœuvre appréciable. Ainsi le chef de la Section Presse au sein de la Direction de l'Information du Gouvernement militaire, Emile Loutre, avait été avant guerre correspondant de presse à Berlin et mit à profit sa connaissance de l'Allemagne et de sa presse. Les Français, maîtres au début absolus des rubriques et du contenu des journaux, interdirent tout d'abord les organes politiques. Ils orientèrent la presse fortement vers la défense du fédéralisme en Allemagne, qui resta tout au long de l'occupation l'un des principaux mots d'ordre français. L'attribution aux journaux des indispensables licences, le choix des rédacteurs par les occupants se firent selon des critères essentiellement pragmatiques: les compétences professionnelles des candidats allemands, plus que leur passé politique, comptaient, à l'inverse de ce qui se pratiquait en zone américaine. Ce trait confirme ce que l'on savait déjà par ailleurs d'une épuration «à la française» assez peu formaliste: on faisait, plutôt qu'à des mesures systématiques et radicales, confiance au contrôle exercé ensuite sur les hommes par les officiers de presse. On se reposait également sur l'influence d'une image positive de la France, et sur le rayonnement jugé naturel de toute une civilisation. De fait, cette presse sous surveillance fut favorablement accueillie par la population.

Avec la réforme de 1947, les journaux politiques furent autorisés à paraître, en application des directives du Conseil de contrôle allié. La censure a posteriori fut instaurée, selon un processus moins contraignant que les vérifications préalables qui étaient jusque là de règle. Une plus grande décentralisation prévalait désormais dans l'application des consignes françaises, mais E. Loutre devenait «Inspecteur général de la presse» pour que fût garanti «malgré cette décentralisation le maintien d'une politique harmonieuse de la presse».

Persuadés que l'influence de la presse nouvelle était le principal moyen de rétablir en Allemagne un état d'esprit démocratique, les Français ne restèrent à aucun moment inactifs. En somme, selon M. Schölzel, le bilan de leur action en ce domaine particulier s'établit de

façon positive. Le succès de la presse, non seulement dans la zone française mais dans d'autres parties de l'Allemagne, lui en paraît la meilleure preuve. Menée avec sérieux et rigueur, son étude permet d'accéder à un aspect intéressant du fonctionnement des institutions françaises en Allemagne au cours de la période bien particulière de la dernière occupation. On permettra seulement au lecteur français de regretter que les hommes n'aient pas davantage été mis en lumière dans leurs carrières, leurs personnalités. Qui sont les journalistes allemands de la nouvelle presse d'après-guerre? Qui sont les Français qui les surveillent, mais souvent les favorisent? Quelles sont les joies, les peines, les préoccupations vraies du lecteur de la rue, à peine sorti du choc de la guerre? Peut-être aurait-on pu convoquer avec profit les témoignages des romanciers, des observateurs, des simples clients de cette presse encore vivants pour chercher à reconstituer de façon plus nette une ambiance, une époque.

Georges CUER, Lyon

Wolfgang KRIEGER, *General Lucius D. Clay und die amerikanische Deutschlandpolitik – 1945–1949*, Stuttgart (Klett-Cotta) 1987, 560 p. (Forschungen und Quellen zur Zeitgeschichte, 10).

»Quand il s'agit d'aller cueillir la violette, vous êtes d'humeur trizonale, mais s'il faut éplucher les oignons, vous rentrez chez vous.« C'est dans ces termes que le général Clay, commandant en chef américain en Allemagne, s'adresse en février 1949 à son collègue français, le général Koenig, qui manifeste une nouvelle fois peu d'empressement à porter la R.F.A. sur les fonds baptismaux. Les relations entre les deux hommes sont d'ailleurs depuis 1945 assez difficiles. Koenig estime ainsi que Clay est »désagréable au-delà du possible«. Cette mésentente personnelle correspond en grande partie à une incompréhension politique, la France et les Etats-Unis poursuivant alors en Allemagne des objectifs divergents.

Le général Clay possède une forte personnalité qui constitue une source de controverses, même parmi les Américains. Ainsi, John Mc Cloy l'accuse de se prendre pour un »proconsul romain« ou un »despote bienveillant«. Clay a donc ses détracteurs mais il a aussi ses laudateurs, comme François-Poncet qui le trouve »intelligent, prompt, vif, autoritaire, impatient, soucieux avant tout de rapidité et d'efficacité pratique«¹. Tel est aussi le portrait que trace l'historien allemand, Wolfgang Krieger dans son livre sur »Le Général Clay et la politique allemande des Etats-Unis (1945–1949)«.

L'auteur ne cache pas son admiration pour son sujet d'étude. Mais son ouvrage ne se limite pas seulement au général Clay. Il analyse en fait l'ensemble de la politique allemande menée par l'administration Truman au temps de l'occupation. Il s'agit donc d'un livre particulièrement dense et qui aborde maintes questions. Wolfgang Krieger s'intéresse à Clay en tant qu'»un des pères fondateurs de la République fédérale«. Il cherche à répondre à la question qu'il se pose dès l'introduction: »Quel rôle Clay a-t-il réellement joué?« L'auteur réussit brillamment à prouver que l'influence de Clay a été déterminante.

De 1945 à 1947, Clay est commandant en chef adjoint. A ce poste, il démontre ses grandes qualités d'administrateur. James Byrnes disait d'ailleurs de Clay qu'il était capable en six mois de diriger General Motors ou US-Steel. Clay applique scrupuleusement les directives élaborées à Washington et croit sincèrement à la coopération avec les Soviétiques. C'est pourquoi il ne demande pas à Joukov une garantie écrite en ce qui concerne les accès à Berlin. Mais dès 1946, la situation change; des différends profonds surgissent entre l'Est et l'Ouest, notamment

¹ Toutes les citations sont extraites de: Cyril BUFFET, *Le Blocus de Berlin – Les Alliés, l'Allemagne et Berlin 1945–1949*. Thèse de doctorat d'histoire (non publiée), Paris 1987.